

CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles

>>> Décembre 2024

POINTS CLÉS

VOLAILLE

- En cumul sur 10 mois 2024, les abattages de volailles sont supérieurs de 13,6 % par rapport à 2023. Sur la même période, ils ont été en hausse pour l'ensemble des espèces. Néanmoins les abattages de dinde et de canard à rôtir sont repartis à la baisse respectivement depuis août et septembre.
- En cumul sur 10 mois 2024, la consommation de viande de volaille reste très dynamique accompagnée d'importations toujours en progression. Toutefois, les exportations ont également repris avec le retour de l'offre. Au global, le déficit commercial des échanges de viandes de volailles français tend à se réduire.
- Alors que la demande en œufs s'est renforcée, la production d'œufs a été stable sur les 11 premiers mois de 2024. En conséquence sur le marché de l'œuf coquille, les volumes sont restés préférentiellement vers le marché français, avec des exportations en repli et des importations en augmentation. Ainsi, la cotation TNO calibre M continue de progresser face à une certaine tension sur l'offre.

VIANDE PORCINE

- En novembre 2024, le recul des abattages de porcs tend à se stabiliser (+ 0,6 % en volume et - 0,6 % en têtes sur douze mois glissants), ceci du fait d'une hausse continue du poids carcasse (+ 2,5 kg en un an).
- Les cotations françaises ont connu une évolution saisonnière : reflux continu d'août à octobre puis stabilisation depuis novembre (cotations de l'ordre de 1,92 €/kg de carcasse classe S au 16 décembre). Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment tendent globalement à se stabiliser. À ce stade, la rentabilité des élevages reste à un niveau correct.
- Sur les dix premiers mois 2024, les importations de viande sont en hausse alors que les exportations sont stables.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) connaît un rebond (+ 2,1 % sur dix mois 2024/2023).

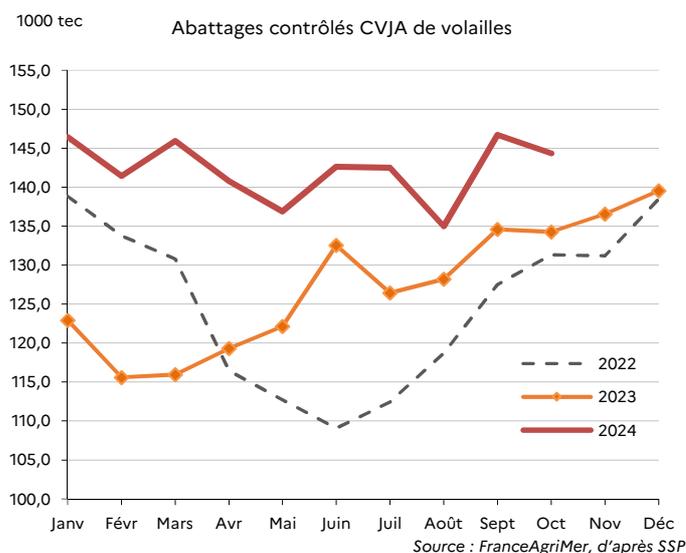
ALIMENTATION ANIMALE

- Les **fabrications d'aliments composés** évaluées par le SSP ont progressé en volume en septembre 2024 (+ 1,2 % par rapport à septembre 2023), avec des évolutions variables selon les espèces : bovins (+ 1,1 %), porcins (- 1,1 %), poulet (+ 2,7 %), pondeuses (+ 4,1 %).
- En octobre 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,2 % par rapport au mois précédent dont porcins + 0,1 %, volailles - 0,2 %).

VOLAILLES DE CHAIR

• En septembre 2024, les **mises en place** de volailles sont orientées à la hausse (+ 3,9 %) par rapport à septembre 2023 portées par la hausse des mises en place toujours très dynamiques de poulets (+ 4,8 %) et de canards (+ 10,3 %). En revanche, la diminution s'est poursuivie pour les mises en place de dindes (- 8,5 %) et de pintades (- 14,0 %).

Depuis le début de l'année, les abattages de volailles se maintiennent à des niveaux supérieurs à 2023 en l'absence d'épizootie majeure d'influenza aviaire en 2024. Ainsi, sur les dix premiers mois de 2024, les abattages de volailles ont augmenté de 13,6 %. Les abattages de poulets ont enregistré une croissance soutenue (+ 10,7 %). Les abattages de canard gras ont continué de se redresser (+ 56,1 %). C'est aussi le cas pour les abattages de canards à rôtir (+ 34,3 %) et de dindes (+ 10,0 %). Néanmoins pour ces deux espèces, les abattages sont repartis à la baisse respectivement depuis août et septembre. Malgré ces fortes progressions les abattages de canards à rôtir et de dindes n'ont pas retrouvé leur niveau de 2019-2021 (respectivement - 9,6 % et - 17,7 %). À l'inverse, les abattages de poulets et de canards gras sont eux supérieurs à la moyenne 2019-2021 (respectivement + 11,2 % et + 4,3 %).



• La hausse de la production a été accompagnée d'une reprise des exportations. Sur les dix premiers mois de 2024, les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet ont continué de progresser (+ 9,4 %, soit + 25,5 ktec). Vers l'Union européenne, le fort regain des exportations (+ 11,3 %, soit + 18,0 ktec) est toujours fortement lié à la hausse des envois vers les Pays-Bas (+ 31,8 %, soit + 10,7 ktec), qui s'explique en partie par des réexpéditions de produits britanniques à faible valeur. Vers les pays tiers, les exportations sont restées en hausse sur 10 mois (+ 6,7 % soit + 7,5 ktec), tirées par les envois vers le Royaume-Uni (+ 6,8 % soit + 1,1 ktec) et l'Afrique subsaharienne (+ 20,9 % soit + 3,1 ktec). À l'inverse, vers les pays du Moyen-Orient, les exportations se sont repliées (- 5,7 % soit - 3,6 ktec) pénalisées par l'arrêt des envois vers l'Arabie Saoudite en octobre 2024 à la suite de la déclaration d'un cas d'influenza aviaire dans le Finistère.

En cumul sur 10 mois, les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet ont augmenté (+ 3,4 %, soit + 22,4 ktec) avec des envois toujours très dynamiques depuis la Pologne (+ 15,3 %, soit + 29,8 ktec) qui ont compensé le repli des envois depuis la Belgique (- 0,5 % soit - 0,8 ktec) et les Pays-Bas (- 8,2 % soit - 9,0 ktec). En octobre 2024, les importations ont montré des signes de reprise avec un retour des envois depuis la Belgique (+ 8,6 % soit 1,4 ktec) et dans une moindre mesure depuis les Pays-Bas (+ 2,1 % soit + 0,2 ktec).

Au global, sur les dix premiers mois de 2024, le solde des échanges français des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 373 ktec et de 1,1 milliard d'euros. Le déficit s'est légèrement réduit par rapport à 2023, à la fois en volume (17 ktec) et en valeur (58 millions d'euros).

• En cumul sur 10 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats des ménages** de viandes fraîches et élaborés de volailles sont restés très dynamiques (+ 6,7 %) tandis que les prix ont continué de baisser (- 2,9 %). Les tendances se sont maintenues avec des achats de viande de poulet en progression (+ 4,3 %) portés par une forte croissance des achats des découpes (+ 5,0 %) alors que ceux de poulet entier PAC ont reculé (- 1,5 %). Les achats ont également augmenté pour la viande de dinde (+ 6,8 %) et de canard (+ 74,6 %) avec le retour d'une offre suffisante.

LAPINS

En cumul sur 10 mois 2024, les **abattages** de lapins ont continué de diminuer (- 6,7 %). La cotation nationale du lapin vif s'est établie à 2,43 €/kg en semaine 49. Bien qu'en repli par rapport à son niveau de 2023 (- 3,2 %), elle reste supérieure au regard de la moyenne 2019-2023 (+ 8,3%).

Sur les dix premiers mois de 2024, les **exportations** de viandes de lapin ont continué d'augmenter (+ 6,8 %, soit + 205 tec) toujours soutenues par le renforcement des exportations vers l'Union européenne (+ 11,4 %, soit + 272 tec) notamment vers l'Italie et la Belgique. Vers les pays tiers, les exportations ont été en retrait (- 10,3 %, soit - 67 tec) avec un net repli des envois vers les États-Unis. En raison d'une demande intérieure qui reste limitée, les **importations** françaises de viande de lapin se sont repliées (- 17,6 %, soit - 122 tec) principalement depuis les principaux fournisseurs européens (Belgique et Espagne) ainsi que depuis la Chine. Au global, le solde des échanges français de viande de lapin est positif avec un excédent de 2,7 ktec et de 12,1 millions d'euros. Par rapport à 2023, l'excédent s'améliore de 0,33 ktec et de 1,6 million d'euros.

POULES PONDEUSES ET ŒUFS

En cumul sur 9 mois, les **mises en place** de poulettes de ponte ont augmenté (+ 3,9 %) avec un net dynamisme sur le mois de septembre (+ 19,4 %). La production d'œufs est stable sur les 11 premiers mois de 2024 (- 0,5 %), pénalisée par des niveaux inférieurs à l'an dernier entre janvier et août (- 2,3 %) alors que la production a plus nettement repris à partir de septembre (+ 2,8 %).

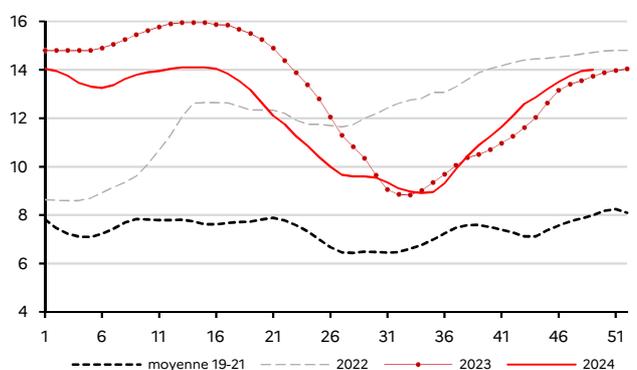
Sur les dix premiers mois de 2024, les échanges d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires sont restés dynamiques avec une hausse des exportations (+ 15,6 %, soit + 12,6 ktéoc) et des importations (+ 13,2 %, soit + 15,2 ktéoc). Dans le détail, la croissance des exportations d'ovoproduits alimentaires (+ 21,6 %, soit + 14,3 ktéoc) a concerné l'ensemble des destinations notamment la Belgique, l'Espagne. À l'inverse, les **exportations** d'œufs coquilles ont été en repli (- 11,0 % soit - 1,6 ktéoc) avec une offre française préférentiellement orientée vers le marché intérieur. En raison d'une demande croissante et d'une production stable, les importations ont poursuivi leur hausse principalement pour les œufs coquilles (+ 19,3 % soit + 9,9 ktéoc), notamment depuis l'Espagne, la Belgique et les Pays-Bas, et de manière moins marquée pour les ovoproduits alimentaires (+ 8,3 % soit + 5,3 ktéoc).

Au global, sur les dix premiers mois de 2024, le **solde global** des échanges français d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires reste déficitaire. Le solde atteint - 13 ktéoc en volume et - 30 millions d'euros, s'améliorant ainsi de 5 ktéoc et de 14 millions d'euros au regard de 2023.

Depuis mi-septembre, la cotation TNO calibre M continue de progresser suivant la tendance de l'an dernier dans un contexte de tension sur l'offre. En semaine 50, elle a atteint 14,00 € / 100 œufs (+ 0,12 € / s.50 2023).

En cumul sur 10 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar, les **achats d'œufs des ménages** ont continué de progresser (+ 3,2 %) tandis que les prix ont peu évolué (- 0,9 %). Cette croissance a été soutenue par les achats d'œufs plein air hors label rouge (+ 7,7 %) et au sol (+ 7,2 %) alors que les achats d'œufs biologiques et label rouge se sont stabilisés après une période de repli. Néanmoins, sur le seul mois d'octobre 2024, les achats d'œufs biologiques ont rebondi (+ 9,6 %) par rapport à octobre 2023.

€/ 100 œufs Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

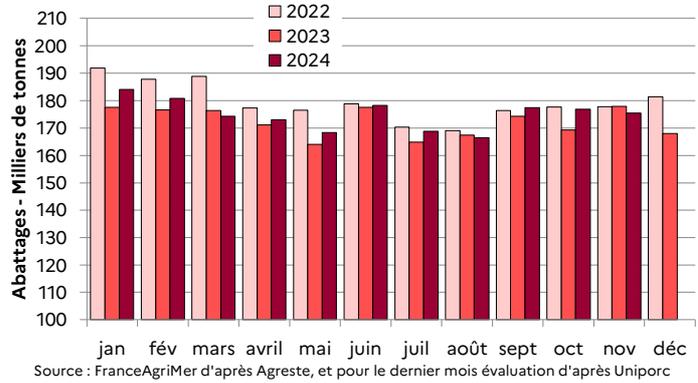
FILIÈRE PORCINE

Abattages

En volume, **les abattages français** des onze premiers mois de 2024 apparaissent en nette progression par rapport à ceux de 2023 (+ 1,4 %). Même sur 12 mois glissants, les volumes progressent encore (+ 0,6 % par rapport aux douze mois antérieurs, alors qu'en juin 2024, la baisse était de 0,7 %). En têtes cependant, il faut noter que les abattages sont en recul de 0,6 %.

Cette baisse des abattages en têtes reflète le recul du **cheptel** porcin. Les chiffres de l'enquête cheptel France SSP de mai 2024 indiquent en effet un recul par rapport à 2023 de 2,8 % pour les truies et 3,5 % pour l'ensemble des porcins.

Dans cette situation contrastée, l'amélioration de la production française trouve sa source d'une part dans les gains de productivité des élevages, d'autre part dans la hausse du poids des carcasses (+ 2,5 kg en un an), ce qui permet à ce stade de préserver les volumes mis sur le marché. Une telle évolution résulte d'une recherche de la valorisation optimale des animaux, la modification de la grille Uniporc permettant une meilleure rémunération des carcasses lourdes.

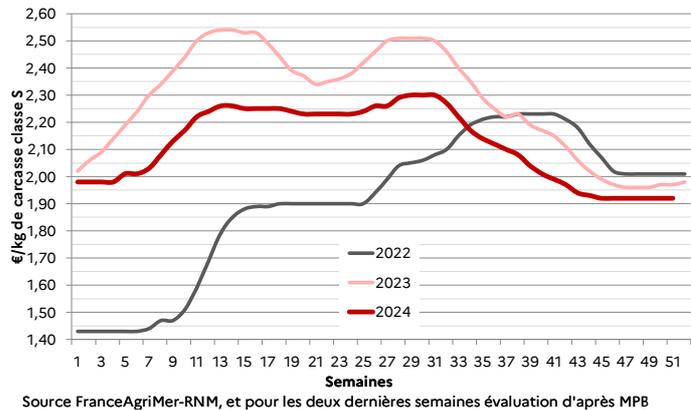


Cotations carcasse classe S

Les **cotations françaises** ont connu un reflux continu d'août à octobre, suivi d'une stabilisation depuis novembre (cotations de l'ordre de 1,92 €/kg de carcasse classe S au 16 décembre).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, en retrait néanmoins sur les niveaux records observés en 2023. Alors que l'offre reste assez soutenue en novembre, la demande de la transformation et celle des ménages français apparaissent pour leur part assez peu dynamiques. Ces évolutions tendent néanmoins à s'équilibrer globalement.

Les principaux **prix européens** sont dans une situation proche de ceux de la France : un recul s'est engagé au mois d'août, l'Europe du Nord (Allemagne, Danemark, Pays-Bas) connaissant ensuite une stabilisation depuis octobre, seul le Danemark subit un léger fléchissement à la mi-décembre. L'Espagne, à un niveau plus élevé, a connu un reflux plus fort de ses prix avant, là aussi, une stabilisation en novembre. Les cotations espagnoles tendent ainsi à revenir à un niveau proche des cotations allemandes, mais 10 à 15 centimes au-dessus des cotations françaises. La demande en Europe est soutenue, permettant globalement un bon équilibre offre - demande.



Échanges

Sur les dix premiers mois de 2024 comparés à ceux de 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations en volume** de la France sont quasi stables (- 0,1 %, - 0,5 kt). En baisse vers l'UE (- 2 %, - 4 kt), elles ont néanmoins progressé sur l'Italie, principale destination (+ 5 %, + 3 kt) et sur l'Allemagne (+ 9 %, + 2 kt). Vers les pays tiers, elles se sont aussi accrues (+ 3 %, + 3 kt), mais ont reculé vers la Chine (- 18 %, - 9 kt). En parallèle de l'ouverture d'une procédure anti-dumping sur la viande de porc contre l'Union européenne, les importations chinoises de viande se restreignent, ceci malgré une réduction de la production locale et des prix assez élevés sur le marché intérieur. La forte concurrence des États-Unis et du Brésil continue par ailleurs toujours à s'exercer sur les marchés des pays tiers, en particulier en Asie.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations** de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 6 %, + 14 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 23 %, + 4 kt).

Au total, le **solde** est positif en volume (+ 118 kt), mais en recul par rapport à 2023 (- 11 %, - 14 kt).

Consommation

La **consommation totale de porc** en volume (calculée par bilan) avait été en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022) sous l'effet d'une forte inflation. En 2024, elle connaît un rebond (+ 2,1 % sur 10 mois 2024/2023) en lien probablement avec la décélération des prix au détail.

Les **prix au détail** fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en octobre 2024, font apparaître en effet un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 1,6 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier (et + 1,2 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier). Sur la charcuterie, les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit - 0,3 % en septembre contre + 8,9 % en janvier, autres charcuteries + 2,2 % contre + 9,6 %).

Malgré ce recul de l'inflation, les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en octobre 2024, ne font pas ressortir à ce stade d'effet sur les volumes de **produits porcins achetés par les ménages** pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 3,7 % pour la viande de porc hors élaborés, - 7,4 % pour les saucisses fraîches, - 0,8 % pour le jambon cuit. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 1,6 %).

ALIMENTATION ANIMALE

Les **fabrications d'aliments composés** évaluées par le SSP ont progressé en volume en septembre 2024 (+ 1,2 % par rapport à septembre 2023), avec des évolutions variables selon les espèces : bovins (+ 1,1 %), porcins (- 1,1 %), poulet (+ 2,7 %), poules (+ 4,1 %).

En octobre 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,2 % par rapport au mois précédent dont porcins + 0,1 %, volailles - 0,2 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP est en légère croissance en octobre à 324 €/t, niveau toujours élevé. L'indice coût matières premières Itavi de novembre 2024, au regard du mois précédent, a reculé de 1,2 % pour les poules poules et de 1,7 % pour le poulet standard.

Directrice de la publication : Christine Avelin / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 — www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer
 @FranceAgriMerFR